

Compte rendu au sujet de la mobilisation des collectivités du monde face à la crise sanitaire du COVID-19

Session du 24/04/20

L'identification de nouvelles sources de financement pour les autorités locales et régionales post pandémie COVID-19

Toulouse est membre du réseau français des collectivités engagées à l'international (Cités Unies France - CUF) qui l'invite chaque semaine à participer au cycle de conférences d'apprentissage en direct : « Live Learning Experience series: Beyond the Immediate Response to the Outbreak », organisé par Cités et Gouvernements Locaux Unis, Métropolis, et UN Habitat. Acteurs et élus de nombreuses autorités locales et régionales du monde, entités des Nations Unies et partenaires de la société civile, se réunissent pour échanger sur leurs expériences, témoigner de bonnes pratiques, partager sur les initiatives et les défis identifiés au service de leurs territoires. L'enjeu final est d'appuyer les acteurs en fournissant les services publics adaptés face à la crise sanitaire du COVID-19.

Avec plus de 1000 gouvernements rassemblés au cours des deux premiers mois, ces conférences d'apprentissage (traduites en trois langues) abordent des thèmes autour des principales compétences et problématiques rencontrées par les autorités locales et régionales aujourd'hui.

- **Les témoignages** sont articulés autour des trois préoccupations majeures rencontrées par leurs territoires et les trois défis à relever dans la gestion de la crise. Pour prendre la parole une anticipation de deux semaines est nécessaire.
- **Un chat** permet des interactions entre les participants de la grande communauté connectée en direct et apporte des compléments, à l'instar des liens et des avis.
- **Des sondages en ligne** (menti.com) mesurent les problématiques prioritaires et produisent de la donnée en quantifiant et qualifiant de manière participative les préoccupations des autorités locales.

Participants : 274 pax

Enjeu : Garantir des revenus et des investissements dans les services locaux : une nécessité absolue pour la reprise mondiale.

Contexte : La pandémie du COVID-19 affecte la fourniture de services locaux partout dans le monde. Rassemblées au sein de cette session, les autorités locales et régionales soulignent la nécessité d'avoir accès à des financements et de pouvoir rassembler l'ensemble des acteurs pour garantir la continuité de l'engagement après la crise.

Une session en collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV) et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) a permis de favoriser les échanges entre les collectivités territoriales et des partenaires clés tels que l'Agence française de développement (AFD), la Fondation Rockefeller et la Commission européenne. Ces échanges traitent des sujets tels que les mesures nécessaires à prendre pour garantir l'accès des collectivités territoriales aux financements face à une crise et la reprise post-crise.

Maimunah Mohd. SHARIF, sous-secrétaire générale des Nations Unies et directrice de UN-Habitat, a lancé la session en soulignant l'urgence à laquelle sont confrontées de nombreuses collectivités territoriales dans le monde. Elle a instamment invité les participants à réfléchir à la manière d'apporter un soutien aux personnes les plus vulnérables. Le rôle des gouvernements locaux à cet égard est crucial : **« Les villes ont besoin de fonds aujourd'hui pour faire face à l'urgence et aux impacts socio-économiques immédiats ; elles auront besoin de fonds demain pour assurer une reprise différente, où la résilience face aux chocs futurs sera renforcée, et qui ne laissera personne ni aucun territoire pour compte [...] Le moment est venu d'un débat nouveau. Il est temps de prévoir davantage de mécanismes de reddition de comptes en matière de budget et de dépenses, de conclure de nouveaux accords et d'améliorer la gestion budgétaire à tous les niveaux »**. Elle souligne ainsi l'importance de la confiance entre les différentes sphères de gouvernements et la nécessité d'améliorer l'accès des collectivités territoriales à l'emprunt.

Mpho PARKS TAU, vice-ministre de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles d'Afrique du Sud, a présenté la réponse apportée par son pays à la pandémie, notamment en termes de mesures de relance destinées aux collectivités territoriales. Il a appelé chacun à réfléchir collectivement à la manière d'aider les collectivités locales à consolider leurs ressources propres. Il a également appelé à la création d'un fonds de relance incluant les gouvernements locaux, afin que tous les niveaux de gouvernement puissent répondre aux défis présents et futurs de la pandémie. **« Collectivement, en tant que communauté mondiale, nous devons réfléchir à la manière d'aider les collectivités territoriales à consolider leurs systèmes de revenus, ainsi qu'à la manière dont elles accèdent aux mécanismes de financement. Nous devons enfin réfléchir à un fonds de relance qui inclurait les collectivités territoriales afin que tous les niveaux de gouvernement soient en mesure de répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés »**.

David JACKSON, directeur du département de financement du développement local au FENU, a introduit le débat en présentant le financement des collectivités locales comme l'une des solutions clés pour accélérer la réponse à cette crise, or il s'agit là d'une solution insuffisamment adoptée de façon systématique. Alors que les ressources initiales chutent (impôts, redevance des commerces), il est nécessaire de revoir le système de fiscalité locale. Il a insisté sur **la nécessité de rebâtir l'espace budgétaire au fur et à mesure que se configure « la nouvelle normalité » et de redynamiser l'économie locale notamment grâce à des outils tels que le Fonds international d'investissement municipal, mis en œuvre en partenariat**

avec CGLU et FMDV, en promouvant des projets ayant un impact économique local et contribuant à rebâtir l'espace budgétaire local. Le rôle des gouvernements locaux sont « déterminants pour la reprise » et ainsi devrait être une priorité nationale. De nombreuses voix se lèvent pour demander d'exploiter davantage l'option des banques publiques, qui constituent de grands avantages par rapport aux emprunts privés.

- **1^{ère} table ronde** : Impacts et mesures face à l'emprise financière liée à la crise sanitaire : leçons de résilience. Discussion facilitée par Jean-François HABEAU, directeur exécutif du FMDV.

Juan ESPADAS, maire de Séville (Espagne), explique que si l'État est intervenu en première ligne et dans l'urgence sur les problématiques de santé, les autorités locales ont joué leur rôle de guichet unique et d'assistance aux plus vulnérables en matière d'enjeux sociaux et économiques coûteux (aide alimentaire, gestion de sans-abris). Ces dépenses sont en augmentation alors que les recettes baissent avec la chute du tourisme et la montée d'un déficit économique, induit par une économie informelle associée très fortement restreinte.

Anibal GAVIRIA, Cities Alliance, gouverneur d'Antioquia (Colombie), explique qu'en tablant sur une baisse de 50 à 75% de ses recettes et un transfert vers les dépenses de santé en grande augmentation, le gouverneur d'Antioquia (région de plus de 125 municipalités) a présenté les mesures principalement de transfert de fonds vers les politiques prioritaires :

- Transfert de ressources vers la santé et le social ;
- Report des crédits des municipalités pour trois mois ;
- Liquidités immédiates et crédit pour les besoins des petites et micro entreprises et des travailleurs informels.

Il conclut par les trois défis suivants :

- La mise en place du paradigme de l'économie verte ;
- L'urgence de la connectivité (télétravail, santé à distance...) ;
- Le recours à l'emprunt public avec des relais à tous les niveaux et l'émergence d'une banque régionale comme le propose CGLU.

Osei ASIBEI ANTWI, maire de Kumasi (Ghana), souligne que les coûts d'intervention d'urgence décidés par l'État reposent nécessairement sur les autorités locales, notamment dans les mesures de respect du confinement. Acculées par des recettes limitées (les défauts de paiement des entreprises génèrent un déficit) et la réduction des dépenses aux activités essentielles, **la ville va investir dans des obligations d'État pour garantir sa résilience financière dans l'avenir.**

Pauline LUKWAYI GULU, maire adjointe de Gulu (Ouganda), appelle les organisations internationales à aider les collectivités territoriales à se préparer à l'après-crise. **Les villes ougandaises s'appuient sur l'expérience héritée de la crise d'Ebola, dont un enseignement majeur est la coordination des autorités locales** (Task force committee avec le conseil municipal) qui doit s'accompagner d'une coordination au niveau mondial, notamment pour l'identification de ressources.

Geoffrey MAKHUBO, maire de Johannesburg (Afrique du Sud), souligne que les effets sur les finances sont estimés à moins 5% des recettes. La réponse budgétaire a été menée en deux temps : une réponse d'investissement sanitaire (achat de protection et de tests) puis social (sécurité alimentaire, revenu minimum de 1000 ZAR par personne et par mois pour les familles sans ressources). Il plaide pour une analyse profonde, la création de nouvelles assiettes fiscales et une capacité au maintien des services publics, notamment autour de la solidarité sociale, axe majeur d'une reconstruction qui soit plus forte et rapide.

Bev ESSLINGER, conseillère municipale d'Edmonton (Canada), fait savoir que les services publics essentiels sont maintenus et relève une implication de la société civile au côté de la municipalité. À plus forte raison, les femmes doivent être associées car elles sont plus impactées. La priorité doit être la création d'emplois en coordination entre collectivités pour voir les besoins. Une approche multidisciplinaire est préconisée pour mettre en œuvre une formation rapide et efficace.

Diana ALARCON, conseillère en chef et coordinatrice de relations internationales pour la ville de Mexico (Mexique), explique que pour Mexico, la leçon à retenir est qu'en temps de crise, l'atout est la transparence et la bonne gouvernance. La capitale mène une gestion efficace (collecte des impôts et recentrage des dépenses à l'essentiel). **La stabilité financière est l'affaire de tous les acteurs du territoire, notamment de l'alliance avec l'État et grâce à une fiscalité décentralisée.** Si l'économie informelle ne rapporte pas d'impôts, elle fait vivre le territoire et de nouvelles stratégies doivent intégrer ces acteurs. Le District Fédéral appuie d'un montant équivalent à 3,3% de son PIB au nom de la solidarité, lien qui fédère le territoire et redistribue l'aide (pensions pour les âgés, crédit aux micros et PME). Le programme « adopte une PME » permet le parrainage entre grandes et petites entreprises, par exemple. **Enfin, il est temps de revoir le modèle de nos villes mondialisées (tourisme, entreprise, international, chaîne de production et emplois informels) et d'asseoir l'économie locale et solidaire pour créer des sources vigoureuses fiscalement et aller vers un développement durable de l'économie.**

Conclusion:

- L'alliance avec les États centraux et régionaux autour de financement PPP et internationaux sont au service d'une sécurité financière locale.
 - L'économie verte à long terme et le soutien aux acteurs économiques, notamment informels sont des piliers de notre nouveau modèle.
 - Il faut assurer le maintien des services publics essentiels en collaboration avec l'État.
-
- **2^{ème} table ronde** : point de vue des institutions financières dans l'écosystème des autorités locales, animé par Emilia SAIZ, secrétaire générale de CGLU.

L'AFD, l'Agence française de développement est un bailleur bilatéral ou multilatéral. Il s'agit d'un **partenaire central pour les autorités locales**. **Frédéric AUDRAS** constate que la réponse s'adresse aux États et non pas directement aux autorités locales, à l'instar de la compétence sanitaire qui est plutôt centralisée. Les collectivités sont néanmoins très sollicitées et voient

leurs dépenses augmenter, également par une contribution aux programmes d'aide déployés pour le développement économique.

L'AFD apporte un soutien à deux niveaux :

1. Au niveau des municipalités avec des ressources pour des besoins à court terme ;
2. Au niveau des États pour le maintien des reversements aux autorités locales.

À long terme, il faut reconnaître que les autorités locales sont le maillon stratégique. Pour renforcer leur capacité d'investissement, elles doivent être des territoires résilients par le biais de :

- Renforcement de leur souveraineté et autonomie financière (ressources fiscales propres) ;
- Financement d'agendas climat ;
- Organisation de leur résilience : fiscalité verte, digitalisation des pratiques ;
- Structuration d'un dialogue État-Collectivités au sujet des objectifs climats des États : outils de péréquation adaptés ;
- Localisation des financements : outils de contingence, ligne budgétaire préexistante en amont pour des réponses d'urgence anticipée.

Lauréline PLA- DG DEV CO de la Commission européenne, fait remarquer que la Commission européenne s'efforçait d'accroître les financements fournis aux collectivités territoriales en Afrique et dans les pays du voisinage européen par le biais de plans d'investissements. Il faut permettre aux institutions financières locales d'améliorer leurs connaissances au sujet des finances locales. En relais de banques régionales et de centres d'investissement, le Fonds développement durable propose 1,5 milliards (en appui de garantie) et permet d'accélérer et adapter les programmes autour de la santé et le soutien à l'énergie durable. Par exemple, en Espagne, une agence aide les villes à rechercher des investisseurs internationaux pour des infrastructures urbaines de première nécessité (gestion des eaux). De plus l'appui de la CE sécurise les risques. Avec l'AFD, Citiriz (contre garantie de l'UE), nous appuyons une meilleure connaissance et une obtention de prêts à la hauteur de leurs besoins pour la mise en place de plans climat locaux (assistance technique, dialogue).

Elisabeth YEE, cheffe de cabinet du bureau du président de la Fondation Rockefeller, explique qu'aujourd'hui les grands bailleurs doivent créer des outils sur mesure. Un fonds de 50 millions de dollars a été mis en place à destination des plus vulnérables et un accompagnement pour les acteurs à l'avenir aussi. La stratégie de la fondation est d'agir sur quatre piliers d'intervention prioritaires :

- Sanitaire (obtention de tests) ;
- Sécurité alimentaire ;
- Secteur informel (chômage va créer un regain de l'informel et il faut permettre un accès pour tous à la sécurité sociale) ;
- Innovation / expérimentation.

Par exemple sur le plan sanitaire, la logique est une approche filière. Avec l'objectif de la démocratisation de tests, il s'agira de soutenir la chaîne d'approvisionnement mais également

de donner les garanties financières pour rendre le produit accessible et ainsi aider et accélérer le traitement des données collectées (générer des données, cartographier et adapter les réponses aux besoins réels) et investir dans la technologie avec PPP.

Conclusions générales :

CGLU, FMDV et le Fonds d'équipement des Nations Unies (fondateurs de la coalition de Malaga) inscrivent les questions d'autonomie financière locale au Décatalogue des gouvernements locaux et régionaux pour l'ère post-COVID-19, qui visent à rappeler le maillon essentiel que constituent les gouvernements locaux. Un appel au renforcement de la Coalition de Malaga et à la réorientation des financements du Fonds international d'investissement municipal vers la reconstruction liée au COVID-19, doit s'effectuer tout en maintenant un débat public sur les transferts budgétaires. **Cette coalition plaide pour « un écosystème financier pour que les municipalités puissent atteindre les objectifs du développement durable »**. Un point structurant de sa proposition est la mise en place d'un Fonds international d'investissement municipal. Beaucoup de témoignages aujourd'hui ont évoqué la nécessité d'un instrument international : un outil de financement dédié aux autorités locales, qui de plus est destiné aux infrastructures urbaines. C'est une clef d'évolution et de résilience face à de futures crises. La garantie du maintien des services publics doit reposer sur des garanties financières durables.

Liens et documents :

UNCDT

- www.uncdf.org/article/5555/operational-expenditure-block-grants-the-missing-link-for-combating-covid19 Re-unlocking land and buildings, LGs will have to look at new ways of revenue mobilisation. Asset management will be important.

CGLU

- La commission finance publie une étude réalisée auprès des membres du réseau mondial. Les résultats sont amendés dans la publication « Subnational governments around the world Structure and finance A first contribution to the Global Observatory on Local Finances » <http://www.uclg-localfinance.org/> Local Government Finance is the key to a rapid COVID response.
- Infos coalition de Malaga : <https://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/la-deuxieme-reunion-annuelle-de-la-coalition-de-malaga-2019>

TNI

- Transnational institute est un institut pour le plaidoyer et la recherche internationaux, engagé à construire une planète juste démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI a servi de point de connexion entre mouvements sociaux, acteurs politiques et universitaires engagés. L'ouvrage « Public Finance for the Future We Want » de Lavinia Steinfors, Satoko Kishimoto est disponible sur https://www.tni.org/files/publication-downloads/highres_public_finance_executive_summary_online_version_0307.pdf